

L'émergence d'une société civile autochtone au Québec: genèse, enjeux, défis

Alexandre Germain, candidat au doctorat, UQAM, stagiaire DIALOG; Julie Perrault, candidate au doctorat, Université d'Ottawa, stagiaire DIALOG

Source: Bulletin DIALOG, juillet août 2010

Contexte

Dans le cadre des activités de l'Alliance de recherche ODENA et à l'occasion du 78^e Congrès de l'ACFAS, le réseau DIALOG et le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ) ont tenu, le mercredi 12 mai, un forum sur le thème de l'émergence d'une société civile autochtone au Québec. L'activité a mobilisé une quarantaine de personnes issues des différents milieux de la recherche, du gouvernement et des organisations autochtones. L'objectif du forum était d'explorer des pistes de réflexion et d'analyse afin de mieux circonscrire le sens et la portée d'un nouveau mouvement social qui prend forme depuis quelques années dans les centres urbains du Québec, un mouvement porté notamment par les Centres d'amitié autochtones.

L'évènement visait à faire progresser la compréhension des enjeux émergeant de la rencontre entre Autochtones et urbanité, dans la foulée d'une réflexion amorcée lors d'un colloque sur les enjeux identitaires des Premiers Peuples en milieu urbain, tenu à Canberra en Australie le 1^{er} octobre 2009. Ce colloque australien avait permis de se pencher sur la difficulté de porter une identité autochtone en milieu urbain en raison de préjugés liés aux caractères physiologiques et au lieu de résidence et d'explorer les répercussions de l'héritage colonial dans la déstructuration des communautés autochtones.

La rencontre de l'ACFAS a privilégié la formule du forum plutôt que celle du colloque car l'intention était de « jeter les bases d'une nouvelle réflexion intellectuelle » et de « contribuer à formuler de nouveaux questionnements » relatifs à l'émergence d'une identité citoyenne qui n'est ni celle des Québécois, ni celle des communautés culturelles, ni celle des communautés autochtones des réserves. En effet, la croissance de la population autochtone dans les villes et la manière d'occuper et de s'appropriier le territoire urbain soulèvent des questions — entre autres sur le plan conceptuel — que l'Alliance ODENA désire aborder. Nous présentons ici un aperçu des discussions de la journée.

Échange autour d'un concept et de ses significations

Tel que discuté depuis un certain temps déjà au sein du RCAAQ, l'un des concepts clés associés à la problématique identitaire de la présence urbaine des Autochtones est celui de « société civile ». Aussi est-ce ce concept particulier que le forum se donnait pour mandat d'approfondir. Après un bref exposé de Josée Goulet, directrice générale du RCAAQ, sur la double mission du mouvement des centres d'amitié autochtones, à savoir la démocratie sociale et



l'habilitation (empowerment) des individus et des communautés, le cadre conceptuel a été présenté par les premiers participants. Carole Lévesque, professeure à l'INRS et directrice de DIALOG, a souligné la nécessité de distinguer les divers éléments et marqueurs de l'identité autochtone afin de travailler à construire ensemble un concept de société civile qui soit adapté aux besoins de l'action citoyenne et capable de soutenir la formulation d'un projet de société plus large. Situait le concept de société civile sur une échelle d'appartenance autochtone, Carole Lévesque a formulé par la suite une série de questions visant à cerner la nature du mouvement urbain autochtone tel qu'il prend forme actuellement. Sommes-nous réellement en présence d'une « société civile » comme on l'entend généralement, ou assistons-nous plutôt à la construction d'une communauté autochtone urbaine? Quelles sont les spécificités de cette nouvelle communauté ou société civile autochtone émergente? Quel projet de société porte-telle? Quel est son mode de fonctionnement? Ces questions ont été discutées par la suite sous quatre angles: un angle conceptuel d'abord, puis selon les perspectives de la jeunesse autochtone, des alliances stratégiques entre Autochtones et non-Autochtones, et des relations de genre.

François Robert de l'Institut du Nouveau Monde a enchaîné en explorant le concept classique de société civile. Plusieurs participantes et participants ont questionné la pertinence théorique et politique d'utiliser ce concept pour comprendre et faire progresser les revendications citoyennes, principalement autochtones. Défini ici par la création d'espaces publics à la fois extérieurs à l'État et en relation avec lui, sans aspiration à la prise du pouvoir, le concept de société civile a été critiqué sous deux angles. On a d'abord souligné les dangers associés à une définition étroite du concept puisque sa fonctionnalité dépend de sa capacité à inclure différents groupes sociaux, ce qui implique une définition aux limites floues. On a également reproché à l'idée même de ce « contre-pouvoir »

civil son incapacité à transformer les structures politiques plus larges et à agir directement pour s'opposer aux décisions émanant de l'État.

Répondant à ces préoccupations, les représentantes des centres d'amitié autochtones ont tenu à préciser l'usage qu'elles font du concept de société civile. Le mouvement porté par les centres d'amitié autochtones en est un de transformation sociale certes, mais aussi d'innovation sociale. Favorisant les relations transversales entre l'État et le citoyen plutôt que la confrontation directe, ce mouvement porte une conception moins antagonisante du politique et une vision différente du mouvement vers une société civile autochtone. Selon Édith Cloutier, directrice du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or et présidente du RCAAQ, le but premier de la réflexion et de l'action citoyennes est de favoriser la réappropriation d'un droit de parole individuel et collectif, droit encore brimé à l'extérieur et souvent même à l'intérieur des communautés. Une telle réappropriation repose sur l'acquisition préalable d'une vision renouvelée de la démocratie, comprenant une manière de faire et des mécanismes de régulation sociale davantage en phase avec le fonctionnement interne des sociétés autochtones, modernes et historiques.

Perspectives de jeunes Autochtones sur la démocratie

La deuxième session de discussion, axée sur le volet jeunesse, a fourni un exemple concret de cette volonté de recréer un espace démocratique au sein du RCAAQ. Quatre participants ont témoigné de diverses initiatives prises par les sections jeunesse du mouvement des centres d'amitié autochtones afin d'assurer aux jeunes Autochtones des villes une place centrale dans la réflexion et la mise en oeuvre du concept de société civile. Il s'agit d'Amélie Lainé et de Julie Courtois-Girard, coordonnatrices des programmes et des partenariats au RCAAQ, de Jorge Herrera, coordonnateur jeunesse au Centre d'amitié autochtone de Montréal (CAAM) et de Kim O'Bomsawin, candidate à la maîtrise en sociologie à l'UQAM et stagiaire au réseau DIALOG.

Les retombées de la dernière planification stratégique élaborée par le Conseil des jeunes Autochtones en milieu urbain du Québec de même que les initiatives en économie sociale prises par la section jeunesse du Centre d'amitié autochtone de Montréal ont été présentées comme des manifestations du débat actuel entre l'appropriation du concept de société civile et le mouvement



La table-ronde des jeunes

porté par les centres d'amitié autochtones. Les représentants jeunesse ont exprimé leurs préoccupations face à l'intégration des jeunes dans la vie urbaine, à la création d'un espace favorable au développement de l'identité et l'estime de soi ainsi qu'à la mise en place d'outils et de conditions nécessaires à la prise de parole individuelle. Constatant l'appropriation des nouvelles technologies par la jeunesse autochtone, qui définit un nouvel espace démocratique, Daniel Salée, professeur à l'Université Concordia, a soulevé la question des objectifs poursuivis. Vers quoi doit aller la société civile autochtone? Quelles stratégies adopter pour que la prise de parole soit réelle et effective?



Shanie Leroux et Alexandre Bacon

Société civile et alliances stratégiques

Les deux dernières sessions ont abordé la question de la société civile sous l'angle des alliances stratégiques entre Autochtones et allochtones et selon une perspective de genre, dans un souci d'élargir la réflexion aux enjeux des solidarités interculturelle et intracommunautaire. Shanie Leroux, candidate à la maîtrise en travail social à l'UQAM, et Daniel Thomas, professeur à l'UQAT, ont présenté les résultats de deux recherches de terrain portant sur les relations entre Autochtones et allochtones dans les milieux urbains de Sept-Îles et de Val-d'Or. Les conclusions des chercheurs indiquent qu'il existe un potentiel pour l'établissement d'alliances sur le plan local, et ce, malgré l'existence de tensions virtuelles entre les groupes culturels. Daniel Thomas a toutefois souligné la difficulté d'établir de telles alliances à d'autres échelles de gouvernance (centrale et provinciale). Poursuivant la réflexion, Alexandre Bacon, conseiller stratégique auprès de différentes organisations autochtones, a insisté sur l'urgence de tisser un réseau d'alliances plus large entre les communautés autochtones et la société québécoise. La création d'un projet de citoyenneté autochtone fort devrait, selon lui, s'appuyer sur deux éléments clés : la créativité et la qualité des relations entre les individus.

Le leadership des femmes

Une réflexion sur le rôle spécifique des femmes à l'intérieur d'un tel mouvement est venue clore la journée. Comme l'a souligné Josée Goulet, aucune réflexion sur cette question n'a été menée à ce jour au sein du Regroupement des centres d'amitié autochtone du Québec malgré une répartition du leadership marquée par le genre au sein des instances du RCAAQ et une activité plus grande des femmes dans le milieu

communautaire. On a émis des doutes sur l'existence d'un féminisme autochtone, bien qu'il faille se garder de juger les réalités autochtones à partir de schèmes qui ne le sont pas, comme l'a rappelé Daniel Salée. Quoiqu'il en soit, les femmes apportent la perspective de la complémentarité, a fait remarquer Carole Lévesque, une piste de réflexion qu'il conviendrait d'explorer davantage. Ces deux dernières sessions auront finalement permis de dégager l'idée d'une société civile en tant que réalité à construire ayant pour défi majeur la gestion équitable des relations et des rapports de force entre les acteurs concernés.

En guise de conclusion

Au terme de la journée, un consensus émerge autour de l'idée qu'il existe une société civile autochtone. Malgré les difficultés associées à la définition même du concept, il paraît évident que les centres d'amitié autochtones font partie de la société civile autochtone et qu'ils exercent une forme de « contre-pouvoir ». Un certain malaise est toutefois relevé devant l'association de ce concept avec la question identitaire en construction dans l'espace citoyen. Cette situation peut être attribuée à deux éléments. Premièrement, la société civile autochtone existe à tous les niveaux de l'identité (personnelle et collective), et non seulement par rapport à l'appartenance aux Premiers Peuples. Deuxièmement, la question identitaire a probablement davantage à offrir au concept de société civile que l'inverse. Ainsi que le faisait remarquer Carole Lévesque, la nouveauté apportée par le mouvement des centres d'amitié autochtones dans les discussions sur la société civile se rapporte au changement identitaire s'opérant au sein même de ce mouvement; changement qui concerne les relations entre l'État, le citoyen et le milieu autochtone.

Nous pouvons conclure que le concept de société civile permet de circonscrire le mouvement social qui prend forme avec les centres d'amitié autochtones. Il permet d'observer la circulation d'un « capital social » autochtone en pleine transformation et de découvrir de nouvelles pratiques démocratiques, comme celles portées par les jeunes à travers les nouveaux médias. Il permet également d'aborder la question des rapports intercommunautaires et intracommunautaires. La portée analytique du concept est toutefois plus difficile à cerner, surtout si l'on cherche à comprendre et à expliquer les questions identitaires ou d'autres sujets comme la persistance des inégalités socioéconomiques. Le concept de diaspora, proposé lors du forum sans être discuté, pourrait par ailleurs offrir un cadre d'analyse intéressant pour aborder la question identitaire. Dans une perspective plus politique, le concept de citoyenneté a beaucoup à offrir pour comprendre les interactions entre individus et collectivités dans le cadre étatique.



François Robert, Institut du Nouveau Monde

